

20 ans après, l'Italie revient au Nucléaire



C'est en plein sommet du G8 et en catimini, le 9 juillet 2009, que le Sénat italien a fait voter la loi sur le développement: "Les grandes réformes pour relancer l'économie du pays" afin d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires. C'est en 1987, quelques mois après la catastrophe de Tchernobyl, que les Italiens avaient demandé, par référendum, l'arrêt de l'atome.

Comme si le Gouvernement voulait dissimuler ce changement, ce vote, qui s'est déroulé en plein sommet du G8, n'a fait l'objet d'aucune polémique politique.

Commencé il y a dix mois, le parcours législatif a été étalé dans le temps afin qu'il ne puisse être l'objet de controverse à l'occasion des élections européennes et locales largement remportées par le parti de Silvio Berlusconi.

Réduire les coûts de l'Electricité

Rome espère aujourd'hui réduire de 30 % le coût de l'énergie.

Le ministre de l'industrie, Claudio Scajola, pense que la sensibilité de l'Italie a changé grâce à 3 facteurs:

- L'Italie dépend à 85 % de l'étranger pour son approvisionnement en électricité
- Le tarif est environ 1,5 fois plus cher que la moyenne européenne
- Les verts ont disparu du Parlement italien.

Enel - Edison - Areva

Enel et Edison, les deux principaux fournisseurs d'électricité italiens, ainsi que le patronat ont salué "une journée historique". Le gouvernement a déjà signé plusieurs accords de coopération dont l'un en février 2009 lors de la visite de Nicolas Sarkozy. Areva se trouve ainsi dans d'excellente disposition pour obtenir un juteux contrat.

Ce contrat prévoit la construction de 8 à 10 centrales pour un montant de 40 milliards d'euros. Quatre devraient voir le jour d'ici 2020.

Sites à Trouver - Techniciens à former

Reste le problème des sites et celui de la formation des techniciens.

Rome s'est donné 6 mois pour publier les critères de choix des futures zones d'implantation à travers la création d'une Agence pour la sécurité nucléaire. Ces six mois vont être mis à profit pour convaincre les exécutifs locaux d'accueillir les nouvelles installations. La configuration géographique de l'Italie et la présence de nombreuses zones sismiques limitent le choix du gouvernement.

D'ores et déjà, deux régions, la Sicile et la Vénétie ont émis des signaux positifs vis-à-vis de cette perspective.

Quand aux techniciens du nucléaire, l'Italie n'en compte quasiment pas. Tout reste à faire...